

# LE SOCIALISME

## DOCUMENT

### Les "*marges démocratiques*" s'amenuisent dans la Palestine de 48

<https://mondoweiss.net/2023/12/democratic-margins-get-even-thinner-in-48-palestine/>

La guerre contre Gaza a été l'occasion pour la police, sous la houlette du ministre d'ultra-droite Itamar Ben-Gvir, de lancer une campagne de répression tous azimuts contre la population arabe et toute opposition au massacre des Palestiniens.

**Par Yoav Haifawi 9 décembre 2023**

Même à l'intérieur de ses frontières d'avant 1967, Israël n'a jamais été une démocratie. L'expression politique palestinienne a toujours été persécutée. Le premier mouvement politique palestinien dans les zones occupées par Israël en 1948, le mouvement Al-Ard ("*La Terre*"), a été interdit en 1964, et ses dirigeants ont été arrêtés et exilés. Abna al-Bald, un mouvement de base de gauche, a réussi à exister obstinément dans les marges, avec ses militants et ses dirigeants qui allaient et venaient en prison. Le plus important intellectuel et dirigeant politique palestinien, Azmi Bishara, a été contraint à l'exil à la suite d'accusations d'espionnage forgées de toutes pièces. Le mouvement politique le plus populaire des trois dernières décennies, le mouvement islamique "*du Nord*", dirigé par le cheikh Raed Salah, a été interdit en novembre 2015, et ses militants ont été arrêtés pour des actions telles que l'organisation de voyages pour prier dans la mosquée al-Aqsa.

Malgré toute cette répression, Israël a tenté de maintenir un semblant de démocratie, principalement pour les relations publiques internationales. À cette fin, il a autorisé la participation de certains partis arabes ou arabo-juifs à la Knesset en vertu de la loi électorale, qui oblige tous les partis désireux de participer à soutenir la nature d'Israël en tant qu'État juif. Avec le renforcement des partis ouvertement fascistes et leur rôle prépondérant dans la politique israélienne juive, l'opinion publique et l'appareil d'État, nombreux sont ceux qui se demandent comment les marges étroites d'une activité politique palestinienne "*tolérée*" peuvent survivre.

Nous sommes en train de le découvrir. La dernière guerre contre Gaza a donné l'occasion à la police, sous la direction du ministre d'ultra-droite Itamar Ben-Gvir, de lancer une campagne de répression totale contre la population arabe et contre toute expression d'opposition au massacre des Palestiniens à Gaza. Alors qu'il y a dix jours, j'ai fait état de désaccords au sein du régime quant à l'étendue de l'oppression, la semaine dernière a montré que la campagne de destruction des petites marges démocratiques qui subsistent bat son plein.

« *Persécution maccarthyste* » du Hadash

Il n'y a rien de nouveau dans le fait que la police israélienne utilise des méthodes de gangster pour empêcher la liberté d'expression lorsqu'elle n'a pas de motifs légaux d'agir. Je me souviens de l'inauguration en 2018 d'un livre du prisonnier et écrivain palestinien Walid Daqqa, de Baqa al-Gharbiyye (dans le Triangle). À l'époque, la police avait menacé les propriétaires de toutes les salles de mariage du quartier de fermer leur salle s'ils louaient leur lieu pour l'inauguration du livre. Finalement, la famille de Daqqa a organisé l'événement dans sa maison privée. Des années plus tard, la police a réussi à empêcher une réunion publique arabo-juive contre la guerre à Gaza, qui devait avoir lieu le 26 octobre à Haïfa à l'invitation du Haut Comité de suivi, la direction unifiée des 48 Palestiniens, en utilisant des menaces similaires à l'encontre des propriétaires d'une salle.

Le 6 décembre, Hadash (un front arabo-juif autour du Parti communiste israélien) a annoncé que la police essayait de l'empêcher de tenir une conférence d'urgence pour discuter de la situation politique qui était prévue pour le 16 décembre. Il n'est pas surprenant que la police ait menacé les propriétaires de la salle de Shefa'amer (une ville palestinienne de Galilée, juste à l'est de Haïfa) de fermer leur salle. Mais l'utilisation de cette tactique contre un "événement privé" du Hadash peut être considérée comme une escalade dans la répression, car le Hadash est le parti politique le plus ancien, le mieux établi et le plus prudent au sein de la population palestinienne de 1948.

La police a affirmé qu'elle savait à l'avance qu'il y aurait des discours contre la guerre et contre la politique du gouvernement qui constitueraient une incitation et un danger pour la sécurité publique lors de la conférence.

Le 6 décembre, Hadash a publié l'annonce suivante sur sa page Facebook :

*"Une session d'urgence de la direction du Parti communiste et du Front démocratique pour la paix et l'égalité s'est réunie ce mercredi soir pour discuter de notre réponse aux mesures d'intimidation prises par la police de Ben-Gvir aujourd'hui, pour empêcher la tenue du Conseil national du Front démocratique pour la paix et l'égalité..."*

*Le Conseil du Front se tiendra à la date prévue, le lieu devant être décidé ultérieurement. Nous appelons tous les cadres à se mobiliser contre le ciblage du parti et du front pour leur rôle dans la bataille politique.*

*Nous appelons tous les mouvements et cadres antifascistes arabes, juifs et internationaux à protester contre la persécution maccarthyste. L'establishment israélien supprime toute voix s'opposant à la guerre d'agression et agit pour établir un régime fasciste obscurantiste. Le gouvernement de droite a commencé à mettre en place ce régime oppressif avant le déclenchement de la guerre et l'utilise pour accélérer son agression contre une démocratie déjà fragile".*

Même une petite veillée n'est pas autorisée

Un nouveau pas vers la dictature totale a été franchi cette semaine par le Bagatz, la "Haute Cour de justice" autoproclamée d'Israël. Depuis le 7 octobre, le Haut Comité de suivi tente de trouver un moyen légal d'exprimer la solidarité des Palestiniens de 48 avec leurs frères et sœurs qui souffrent à Gaza. Ils ont appelé à une veillée sur la place Al-Ein (le printemps) à Nazareth le 9 novembre et ont promis à l'avance à la police qu'il n'y aurait pas plus de 50

participants, mais la police les a empêchés de manifester en arrêtant 6 des organisateurs avant même que la veillée ne commence. Ils ont de nouveau tenté d'organiser une veillée au même endroit le 23 novembre, mais ils y ont renoncé car les forces de police ont envahi la place et il était clair que toute tentative de manifestation serait réprimée.

Les tentatives précédentes de demander une autorisation pour des manifestations anti-guerre dans les villes arabes ont été refusées par la police au motif qu'elle ne disposait pas de suffisamment de personnel pour maintenir l'ordre public lors de tels événements. Mais les petites veillées, selon la loi, ne nécessitent pas d'autorisation et n'impliquent jamais de "troubles" de l'ordre public. Le comité de suivi et Adalah se sont tournés vers le bureau du procureur général de l'État et lui ont demandé d'ordonner à la police de permettre, au moins, la tenue d'une petite veillée. La réponse fut que la police était responsable du maintien de l'ordre public et que le procureur général (ou son équipe) ne jugeait pas nécessaire d'intervenir dans leurs considérations.

Le 30 novembre, Mohammad Barakeh, le secrétaire du Haut Comité de Suivi, ainsi qu'Adalah, ont fait appel au Bagatz contre l'empêchement systématique du droit de tenir des veillées anti-guerre. Il se trouve qu'au Bagatz, sur les trois juges qui ont entendu l'affaire, deux (David Mintz et Noam Sohlberg) étaient eux-mêmes des colons de colonies illégales de Cisjordanie. Ils ont rejeté toutes les demandes formulées dans l'appel, ont déclaré que le comité de suivi n'avait pas fait suffisamment d'efforts pour prouver à la police qu'il ne commettrait pas d'infraction lors de la veillée prévue, et ont ajouté qu'il n'y avait pas d'urgence pour les organisateurs à manifester, puisque leur manifestation pouvait toujours être reportée. Dans certains de leurs arguments, les juges ont même sapé (sans toutefois le nier clairement) le droit fondamental de manifester sur des questions relatives à la politique étrangère et de sécurité de l'État.

La police de Tel Aviv refuse la commémoration de la Journée des droits de l'homme

Plusieurs ONG de défense des droits de l'homme prévoient d'organiser une veillée à Tel-Aviv pour commémorer la Journée internationale des droits de l'homme demain, 10 décembre.

Une coalition similaire d'ONG a tenté d'organiser une veillée similaire à Tel-Aviv lors de la Journée internationale de l'enfance (20 novembre) en lançant un appel à la protection des enfants de toutes les parties en temps de guerre. À l'époque, comme nous l'avons rapporté ici, la police a exigé qu'ils demandent une licence, bien qu'une telle veillée ne nécessite pas de licence. La police a refusé d'accorder la licence et a empêché la tenue de la veillée.

Face à une nouvelle demande de la police de demander une licence, les organisateurs de la veillée de demain ont refusé et ont demandé au Bagatz d'ordonner à la police de ne pas empêcher la veillée. L'audience a été fixée à demain matin (dimanche 10 décembre). Les organisateurs espèrent toujours pouvoir organiser la veillée dans l'après-midi.

Une marche fasciste est autorisée (et tourne à l'émeute)

Toutes les demandes de manifestation ne sont pas refusées. La même police a autorisé un groupe d'extrême droite, dirigé par Barukh Marzel, à organiser une marche provocatrice dans la partie arabe de Jérusalem-Est le jeudi 7 décembre. Comme indiqué ci-dessus, la police a justifié le fait d'empêcher les manifestations palestiniennes, aussi discrètes soient-elles, en

affirmant qu'elle ne disposait pas des ressources nécessaires pour maintenir l'ordre public. Cependant, lorsqu'il s'est agi de cette marche clairement provocatrice, dans la zone la plus sensible et la plus sujette aux explosions, elle a été heureuse de trouver et de mobiliser ses forces.

La manifestation avait été spécialement conçue pour emprunter le chemin le plus provocateur, à savoir la porte de Damas (communément appelée Bab Al-Amud), l'entrée principale de la vieille ville qui est le centre de la vie sociale et commerciale palestinienne, puis le marché et le "*quartier musulman*" de la ville. La police n'a même pas attendu l'arrivée des fascistes, mais a commencé à terroriser la population locale à l'avance, en ordonnant la fermeture des magasins et en menaçant de s'opposer à toute expression de protestation locale.

Finalement, la foule n'a pas attendu d'atteindre la vieille ville et a commencé à se déchaîner alors que les participants se rassemblaient encore pour la marche. Certains d'entre eux ont accusé Ben-Gvir, le ministre de la "*sécurité nationale*" d'ultra-droite qui contrôle la police, de "*céder au Hamas*" et de ne pas être assez énergique dans la répression des Palestiniens. La police les a dispersés sur place.